
Le mois

Mémoires et anges morts

PASCAL FENAUX

Cette année 2008 n'a pas été avare en commémorations liées plus ou moins directement à quelques-uns des événements et tragédies politiques les plus durables, les plus mémorables et les plus imbriqués du siècle dernier : l'extermination des Juifs d'Europe par l'Allemagne nazie, le soulèvement du ghetto juif de Varsovie, la création de l'État d'Israël et l'exode des Arabes de Palestine. Mais, plutôt que de nous instruire sur les événements commémorés, les diverses cérémonies et leurs impacts médiatiques inégaux sont davantage instructifs de l'état de nos mémoires et des rapports de forces entre les vecteurs de mémoires et les acteurs politiques contemporains.

Le 14 avril, le soixante-cinquième anniversaire de l'insurrection du ghetto juif de Varsovie était commémoré en présence des présidents de la République de Pologne Lech Kaczyński et de l'État d'Israël Shimon Pérès. Pour rappel, en avril 1943, sur les 400 000 Juifs que les nazis avaient entassés dans le ghetto créé à Varsovie, plus de 300 000, lorsqu'ils n'étaient pas morts de faim et de maladie, avaient été déportés vers le camp d'extermination de Treblinka. Dès lors, le 13 avril de cette même année, veille de la Pâque juive et d'une ultime rafle allemande, quelque six cents combattants de toutes obédiences politiques allaient déclencher une insurrection héroïque et désespérée (*oypshtand* en yiddish, *powstanie* en polonais) qui allait se heurter à une effroyable répression allemande

dont peu réchapperaient parmi les 70 000 derniers Juifs du ghetto.

Le 8 mai (le 3 Iyyar, selon le calendrier hébraïque), le soixantième anniversaire de la proclamation de l'État d'Israël était célébré par les autorités israéliennes, en présence des principaux responsables des communautés juives d'outre-mer, ainsi que des dirigeants politiques israéliens, à commencer par le Premier ministre Ehoud Olmert et le président Shimon Pérès. Cette cérémonie du *Yom Ha-Atzmaout* (Jour de l'Indépendance) avait été précédée le 2 mai (le 27 Nissan, selon le calendrier hébraïque) par le *Yom Ha-Shoah* (Jour de la Catastrophe) par lequel les institutions israéliennes commémorent depuis quarante-neuf ans l'extermination de six millions de Juifs d'Europe par les nazis et leurs alliés européens, ainsi que la disparition de centaines de bourgades et villages juifs de la Pologne et de ses anciennes dépendances de Lituanie, d'Ukraine et de Biélorussie.

Les cérémonies israéliennes allaient ensuite connaître une seconde édition, lancée le 14 mai (date de la création d'Israël selon le calendrier grégorien), en présence, cette fois, de plusieurs responsables politiques étrangers, dont le moindre ne fut pas le président des États-Unis George W. Bush. Le lendemain, ce dernier allait prononcer devant la Knesset — Parlement israélien — un discours aux accents à la fois nostalgiques (le président termine son second et dernier mandat à la Maison-Blanche), dithyrambiques (une ode sans retenue au volontarisme israélien) et sombrement prophétiques (la création d'un État palestinien repoussée aux calendes grecques).

Enfin, le 15 mai (le 15 Ayyar, selon le calendrier syriaque; le 10 Iyyar selon le calendrier hébraïque), les Palestiniens d'Israël, de Cisjordanie, de Gaza et du reste du monde commémoreraient, quant à eux, le *Yawm An-Nakba* (Jour de la Catastrophe). La catastrophe à laquelle ils se réfèrent est double. D'une part, il s'agit de l'exode (tantôt forcé, tantôt volontaire) de 59 % des 1 300 000 Arabes de Palestine hors de plus de quatre cents de leurs villes et villages¹. D'autre part, il s'agit de la « disparition » physique de larges portions de l'ancienne Palestine mandataire et de son ensevelissement sous les villes et villages juifs édifés par les Israéliens (autochtones, réfugiés, rescapés ou immigrants), disparition parachevée par l'extinction de toute autonomie politique palestinienne sur les territoires non encore passés sous contrôle de l'État d'Israël en 1948 : la Cisjordanie et Jérusalem-Est (annexées par la Jordanie²) et la Bande de Gaza (administrée militairement par l'Égypte).

Retour du récit israélien d'Épinal

Si l'on s'en tient aux commémorations officielles et à la place qu'ont longtemps occupée ces événements d'importance historique dans les mémoires collectives des sociétés occidentales, force est de constater qu'un seul événement aura tenu le haut du pavé : la création de l'État d'Israël. Si nul ne songe une seule seconde à minimiser ou relativiser l'importance historique et politique de cet événement, il est difficile de ne pas relever que, à de rares exceptions près, seul le « récit » (le *narrative* comme disent les Anglo-Saxons) formulé par la société israélienne et ses institutions a eu droit de cité en cette année 2008. D'une part, le temps de ces commémorations, on se serait presque cru revenu à une période qui n'a commencé à prendre fin que dans le courant des années quatre-vingt, une époque où l'autre acteur massif du conflit israélo-arabe était invisible et inaudible : Arabe de

Palestine, le Palestinien. D'autre part, la réalité des communautés et sociétés juives de l'Europe centrale antérieure au judéocide a été largement « normalisée » sous le poids d'une « réconciliation » toute « diplomatique » et prosaïque entre la République de Pologne et l'État d'Israël.

L'effacement — momentané? — de la Palestine arabe, le temps des commémorations du soixantième anniversaire de l'État juif, tranche singulièrement avec l'état d'esprit dans lequel fut célébré le cinquantenaire d'Israël³. Voici dix ans, le processus diplomatique entamé à Madrid en octobre 1991 et à Oslo en septembre 1993 entre l'État d'Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), bien que déjà grippé, ne s'était pas encore effondré et nul ne pouvait imaginer dans quelle descente aux enfers Israéliens et Palestiniens allaient s'entraîner mutuellement. En 1998, il était encore possible d'envisager une issue politique qui, au maximum, ne fasse pas l'impasse sur les deux mémoires nationales et politiques en conflit et, au minimum, se fonde sur la coexistence entre deux États nationaux, démocratiques, pluralistes et interdépendants. À tel point que l'une des chaînes TV publiques israéliennes n'avait pas craint de programmer un documentaire en six volets, *Tkouma* (« Renaissance »), qui n'évitait pas la confrontation avec les épisodes les plus cruels de la guerre d'indépendance israélienne et avec la réalité de l'exode palestinien. Après de longues années de travail, les « nouveaux historiens » israéliens étaient parvenus à peu ou prou disséminer dans de nombreux secteurs de leur société une lecture de l'Histoire assez éloignée de l'imagerie d'Épinal du vieux récit national longtemps forgé par le monde travailliste.

Un récit palestinien enseveli

Si le soixantième anniversaire de l'État d'Israël a vu s'éclipser l'acteur palestinien, tant dans l'imaginaire israélien qu'occidental, c'est qu'un monde s'est entre-temps évanoui. L'effondrement

1 Pascal Fenaux, « Un éternel "cauchemar" démographique », *La Revue nouvelle*, n° 5-6, mai-juin 1998.

2 Pascal Fenaux, « Vie et mort de Monsieur Jourdain », *La Revue nouvelle*, n° 3, mars 1999.

3 « 1948-1998 - Israël-Palestine : nations en quête d'État(s) », *La Revue nouvelle*, n° 5-6, mai-juin 1998.

du processus d'Oslo, dans lequel des dirigeants travaillistes comme Ehoud Barak et Shimon Pérès ont une large part de responsabilité, a débouché sur une conflagration d'une violence et d'une cruauté presque sans précédent dans les annales du conflit israélo-palestinien et à l'échelle de ce dernier. L'évaporation des structures politiques et bureaucratiques palestiniennes (sous la pression de l'occupation israélienne et de la corruption palestinienne), la poursuite de la colonisation juive de peuplement et la dérive suicidaire d'une partie du mouvement national palestinien ont fait céder toutes les digues et imposer les lignes qu'avait patiemment tendues une partie des élites israéliennes et palestiniennes en vue d'une compréhension et d'une résolution globales du conflit. L'implosion violente du mouvement national palestinien renvoie aux pires heures de la fin de la révolte arabe palestinienne de 1936-1939, une révolte dont l'échec⁴ avait préfiguré la « catastrophe » de 1948.

Rien d'étonnant dès lors à ce que, en l'absence d'acteurs palestiniens audibles et crédibles, le récit palestinien n'ait plus trouvé « preneur » en 2008. Ni qu'il ne se soit trouvé aucun dirigeant étranger pour s'étonner des déclarations de la ministre israélienne des Affaires étrangères, Tzipi Livni, lors de l'ouverture de la conférence « Faire face à l'avenir » organisée par le président Shimon Pérès en présence de George Bush. Tzipi Livni a ainsi demandé que les responsables internationaux s'abstiennent d'utiliser le mot « Nakba » et affirmé que « les Palestiniens pourront célébrer leur indépendance lorsqu'ils auront effacé le mot "Nakba" de leur vocabulaire⁵. »

Une réconciliation judéo-polonaise équivoque

Les mémoires des mondes juifs d'avant le génocide perpétré par les nazis et d'avant la création de l'État d'Israël ont également subi les consé-

quences des recompositions politiques nationales et internationales et de la constitution de nouveaux équilibres entre plusieurs acteurs. Il faut y voir, entre autres, une conséquence de la légitimité restaurée de l'État hébreu et de mouvements diplomatiques de fond opérés entre Israël et un acteur jusqu'à récemment peu impliqué officiellement : la Pologne. En recherche d'une normalisation de leurs relations avec le reste du monde, les dirigeants polonais ont, semble-t-il, fortement mis sur une réconciliation mémoriellement peu coûteuse avec l'État d'Israël, investi du rôle de gardien unique et universel des mémoires juives. Pour ce qui est du pôle polonais, il n'est pas certain que la majorité de la population polonaise ressente le besoin de se réconcilier avec une ancienne communauté culturelle (les Juifs yiddishophones), non seulement anéantie, mais qui reste encore largement dépréciée dans la mémoire collective. Héritier de l'unique mouvement social juif à avoir abouti, l'État d'Israël s'est pour sa part lui-même largement fondé sur la dépréciation des autres productions politiques et culturelles concurrentes au sionisme (bundisme, folkisme, etc.), des productions dominantes dans le monde juif polonais avant le génocide.

C'est cette dépréciation d'une part des mémoires juives par la mémoire israélienne qui permet de comprendre le contenu des différents discours lus par Shimon Pérès lors de sa visite d'État en Pologne en avril dernier, ainsi que la langue dans laquelle ils ont été la plupart du temps prononcés. Que ce soit dans les allocutions lues devant les deux chambres du Zgromadzenie (Parlement), le monument à la mémoire des insurgés juifs du 13 avril 1943 ou au camp d'extermination de Treblinka, le président Pérès a tenu à rappeler, certes, le long passé juif de la Pologne, mais il n'a dans le même temps pas ménagé ses efforts pour atténuer le plus possible le passé violent des relations judéo-polonaises en chargeant quasi exclusivement l'Allemagne nazie et la Pologne communiste, et en déchargeant de toute responsabilité historique la Pologne éternelle. Comme l'écrit crûment l'envoyée spéciale

4 Shlomo Avineri, « Encore et toujours la même Nakba » (*Veshuv ota Nakba*), *Ha'Aretz*, 9 mai 2008 (traduit par l'auteur et republié sous le titre « La première défaite remonte aux années trente » dans *Courrier international*, n° 918 du 5 juin 2008).

5 *Yediot Aharonot*, 15 mai 2008.

du *Ha'Aretz* en Pologne, Lily Galili, « en présence de Lech Kaczynski, le président polonais, Shimon Pérès a dit tout haut ce que les Polonais espèrent entendre depuis des années⁶ ».

Une mémoire israélienne tout en coins aveugles

Le choix de la langue dans laquelle le président Pérès a prononcé ses discours n'est pas davantage anodin que leur contenu. Né Szymon Perski en 1923 à Wiszniew (aujourd'hui, Vishnieva, un village du Bélarus), une bourgade dont 70 % des 2 700 habitants étaient juifs sous la Deuxième République polonaise, le président Shimon Pérès porte effectivement l'une des mémoires juives d'Europe centrale. Militant sioniste, il s'est — à l'instar de dizaines de milliers d'autres jeunes Juifs — arraché du terroir polonais et de la langue yiddish pour devenir un nouvel Hébreu en Palestine et, ce faisant, échapper au triple spectre de la disparition, soit par l'émigration outre-Atlantique, soit par l'assimilation⁷, soit par le pogrom. Un itinéraire que l'historien israélien Zeev Sternhell, rescapé du génocide, a exprimé de façon extrêmement forte, poignante et univoque dans une longue interview⁸ accordée au quotidien *Ha'Aretz*.

C'est fort de cette histoire et au nom de son idéal sioniste que le président israélien s'est exprimé, au risque pourtant d'oblitérer les autres mémoires juives de l'ancien espace grand-polonais⁹, les mémoires vaincues par l'extermination

ou l'émigration. En prononçant son discours en hébreu et non en yiddish (sa langue maternelle, qui plus est, la deuxième langue vernaculaire de Pologne jusqu'au génocide), il n'a rien fait d'autre que de participer au processus conscient et inconscient d'homogénéisation et de normalisation des mémoires juives post-génocide sous la tutelle des mémoires institutionnelles survivantes, la mémoire israélienne et les mémoires diasporiques satellisées.

Enfin, en s'arc-boutant à la thèse d'une liaison univoque, indissoluble et absolue entre le génocide juif, les judaïsmes européens et la renaissance étatique juive en Palestine, les diverses cérémonies de 2008 ont eu pour conséquence de rejeter dans l'ombre les mémoires collectives de populations qui constituent pourtant aujourd'hui la moitié de la société juive israélienne : les Juifs « orientaux », c'est-à-dire originaires du Maghreb et du Moyen-Orient¹⁰. À nouveau, nul autre que le chef d'État israélien n'a le mieux exprimé cette occultation institutionnelle. En déclarant, devant le mémorial de l'insurrection du ghetto de Varsovie, que « la création de l'État d'Israël est la vengeance des Juifs contre les nazis¹¹ », Shimon Pérès a ressuscité la vieille antienne d'un Israël, État de la *Tkouma* (« Renaissance ») et de la *Nekama* (« Vengeance »).

Bref, dans cette histoire, comme dans toutes les histoires humaines, ce n'est pas de mémoires que l'on devrait parler, mais d'amnésies, de coins aveugles et d'angles morts. Ou se rappeler tout simplement que la mémoire des uns n'est souvent que l'angle mort des autres. ■

14 juin 2008

- 6 Lily Galili, « Il est difficile d'être ici, mais ce n'est pas à cause de vous » (*Kasheh la'amod kaan, aval lo biglalkhem*), *Ha'Aretz*, 15 avril 2008.
- 7 Pascal Fenaux, « Du Yiddishland à Eretz-Israël, de la Pologne à la Palestine », *La Revue nouvelle*, n° 5-6, mai-juin 1998.
- 8 Ari Shavit, « L'enfant de cœur de Cracovie » (*Na'ar ha-knesiyya Krakov*), *Ha'Aretz*, 7 mars 2008 (traduit par l'auteur et republié sous le titre « Dès l'instant où j'ai débarqué, j'ai cessé d'être un objet » dans *Le Soir* du 6 mai 2008).
- 9 Eilat Nadav, « L'insurgé » (*Ha-Mored*), *Yediot Aharonot* (7 *Yamim*), 10 février 2006 (traduit par l'auteur et republié sous le titre « L'insurgé perpétuel » dans *Courrier international*, n° 806 du 13 avril 2006). Dans un rare (et long) entretien accordé à un journal israélien, Marek Edelman, dernier commandant encore en vie de l'insurrection du ghetto de Varsovie, rappelle de façon virulente ses convictions bundistes et non sionistes, celles d'une partie du monde juif de l'entre-deux-guerres.

10 Sans la grande migration « russophone » du début des années nonante, les Orientaux constitueraient aujourd'hui près des deux tiers de la population juive d'Israël.

11 *Ha'Aretz*, 16 avril 2008.